



**Revue de presse
Gouvernance des eaux souterraines
d'Abitibi-Témiscamingue
16 janvier – 30 janvier 2013**

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Olivier Pitre, Directeur

SESAT

Tél: (819) 732-8809 poste 8239

Courriel : olivier.pitre@sesat.ca

Réseau Québécois sur les Eaux Souterraines

81E CONGRES DE L'ACFAS 2013



Pour une troisième année consécutive, le Réseau québécois sur les eaux souterraines (RQES), à l'occasion du 81e Congrès de l'Association francophone pour le savoir (ACFAS), organise un colloque sur le thème suivant : "**Les eaux souterraines: développement des connaissances et gestion durable de la ressource**".

Ce congrès se tiendra à l'Université Laval à Québec du **6 au 10 mai 2013**. Vous pouvez soumettre votre proposition à communication à l'adresse courriel suivante: gries.coord@gmail.com

Pour plus d'informations concernant votre soumission, consultez le fichier [appel à communication](#) ►

Plus d'informations sont à venir sur le [site internet de l'Acfas](#) ►

Gouvernement du Québec
15 janvier 2013
Communiqué de presse



Portail Québec

[Aide](#) [Plan du site](#) [Pour nous joindre](#) [English](#)

Portail Québec > Actualité gouvernementale > Fil de presse > Le gouvernement rencontrera la Ville de Gaspé et Pétrolia

Le gouvernement rencontrera la Ville de Gaspé et Pétrolia

QUÉBEC, le 15 janv. 2013 /CNW Telbec/ - Le ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs, M. Yves-François Blanchet, la ministre des Ressources naturelles, M^{me} Martine Ouellet, et le ministre délégué aux Régions et ministre responsable de la région de la Gaspésie-Iles-de-la-Madeleine, M. Gaétan Lelièvre, ont fait part aujourd'hui des actions que le gouvernement entend mettre en œuvre à l'égard de la situation impliquant la Ville de Gaspé et l'entreprise Pétrolia.

« Soutenir le développement économique dans une perspective de développement durable commande de tenir compte de la protection de l'environnement et des impacts sociaux des projets. Force est de constater qu'il reste des points à éclaircir pour la Ville de Gaspé dans le cas du puits Haldimand 4 », a affirmé Yves-François Blanchet.

Le permis de forage a été délivré par le ministère des Ressources naturelles en juin 2012 selon les règles en vigueur. Celui-ci n'autorise aucune stimulation hydraulique incluant la fracturation hydraulique. Pétrolia n'a d'ailleurs présenté aucune demande en ce sens. « Aucun permis de stimulation hydraulique ne sera délivré pour un projet à proximité des habitations tant que le gouvernement n'aura pas évalué la distance minimale sécuritaire à respecter à proximité des résidences et des sources d'eau potable », a affirmé Martine Ouellet.

De plus, tout projet incluant une opération de fracturation destinée à rechercher ou à exploiter du pétrole doit être autorisé préalablement par le ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs et prévoir une consultation de la population.

Rencontre avec la Ville de Gaspé

Depuis le début de l'automne, le nouveau gouvernement est en contact avec la Ville de Gaspé dans le dossier du puits Haldimand 4. Plusieurs préoccupations importantes ont été soulevées par l'administration municipale et cette dernière souhaite un meilleur accompagnement de la part du gouvernement. Les ministres Blanchet et Lelièvre se rendront à Gaspé dès cette semaine afin de rencontrer les représentants de la Ville de manière à bien comprendre leur position et le soutien demandé.

Rencontre avec Pétrolia

Pétrolia finalise présentement les travaux préparatoires au forage et le gouvernement rencontrera l'entreprise avant la réalisation du forage afin de discuter du dossier. Une rencontre, à laquelle participera la ministre Martine Ouellet, est prévue avec l'entreprise cette semaine. Elle permettra également de faire le point sur la question des impacts sociaux du projet et sur les préoccupations du gouvernement.

Les trois ministres ont rappelé que le gouvernement du Québec avait à cœur la santé et la sécurité de l'ensemble des Québécois et qu'aucun compromis n'était possible à ce chapitre. « Les gens de Gaspé doivent savoir que nous prenons la situation très au sérieux et que le projet Haldimand 4 n'échappe pas à la vigilance du gouvernement. Les actions à venir seront guidées par un seul principe : celui d'agir dans le meilleur intérêt des Gaspésiens et de l'ensemble des Québécois », a conclu Gaétan Lelièvre.

SOURCE ET INFORMATION :

Catherine Salvail	Laurie Comtois
Attachée de presse	Attachée de presse
Cabinet du ministre	Cabinet de la ministre
du Développement durable,	des Ressources naturelles
de l'Environnement, de la Faune et des	Tél. : 418 643-7295
Parcs	
Tél. : 418 521-3911	

Céline Loiseleur
Attachée de presse
Cabinet du ministre délégué aux Régions
Tél. : 418 691-2030

Gouvernement du Québec
24 janvier 2013
Communiqué de presse



Portail Québec

[Aide](#) [Plan du site](#) [Pour nous joindre](#) [English](#)

[Portail Québec](#) > [Actualité gouvernementale](#) > [Fil de presse](#) > [Les travaux de Pétrolia au site Haldimand 4 à Gaspé sont suspendus](#)

Les travaux de Pétrolia au site Haldimand 4 à Gaspé sont suspendus

Le gouvernement réaffirme son ouverture à la filière pétrolière

QUÉBEC, le 24 janv. 2013 /CNW Telbec/ - Le gouvernement du Québec a obtenu l'assurance de la compagnie Pétrolia que celle-ci n'ira pas de l'avant avec ses travaux de forage au site Haldimand 4 à Gaspé dans le contexte actuel. Le gouvernement tient à saluer cette décision de l'entreprise Pétrolia qui permettra de mieux cerner l'ensemble des enjeux en présence.

« Le projet Haldimand 4 à Gaspé se heurte présentement à plusieurs obstacles et nous sommes d'avis qu'aller de l'avant dans ce contexte aurait pu être néfaste pour l'ensemble des acteurs concernés. Je le répète, nous voulons que l'exploitation du pétrole au Québec se fasse de façon harmonieuse », a affirmé le ministre des Ressources naturelles, M^{me} Martine Ouellet.

Le gouvernement a réitéré son ouverture au développement de la filière pétrolière au Québec - notamment à l'île d'Anticosti dont le potentiel apparaît très élevé - mais il compte le faire à partir des pratiques les plus élevées en matière de protection de l'environnement et avec l'objectif que les Québécois y trouvent leur compte. Ces principes guideront les actions gouvernementales et devront s'appliquer partout sur le territoire.

« Ma collègue du ministère des Ressources naturelles (MRN) et moi avons convenu d'amorcer rapidement un processus visant à assurer un meilleur suivi de l'ensemble de l'industrie pétrolière. Le MRN s'occupera des aspects liés aux hydrocarbures et le ministère du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs s'intéressera aux questions de protection des eaux souterraines et des sources d'eau potable », a réitéré le ministre du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs, M. Yves-François Blanchet.

Selon les deux ministres : « L'exploitation des ressources naturelles est au cœur de l'économie québécoise depuis de nombreuses années. Or, plus que jamais, nous devons privilégier un développement responsable de nos ressources. C'est le défi qui attend les Québécois et auquel leur gouvernement s'est engagé à travailler ».

SOURCES :

Catherine Salvail
Attachée de presse
Cabinet du ministre du Développement
durable, de l'Environnement, de la Faune
et des Parcs
Tél. : 418 521-3911

Stevens Héroux
Attaché de presse
Cabinet de la ministre des Ressources
naturelles
Tél. : 418 643-7295

UQAM/Entrevues
21 jan. 2013
Claude Gauvreau

Eaux souterraines : une ressource méconnue

Invisibles mais essentielles à la survie des écosystèmes, les eaux souterraines du Québec révèlent leurs secrets.



Miryane Ferlatte, étudiante à la maîtrise en sciences de la Terre, prélève un échantillon d'eau dans un milieu humide.

Par Claude Gauvreau

La majeure partie de l'eau douce disponible sur la Terre se trouve sous nos pieds. Ces eaux souterraines constituent des réservoirs d'eau potable indispensables au bien-être des humains. «Parce que les eaux de surface – lac, rivières, fleuves – sont particulièrement abondantes au Québec et au Canada, contrairement à d'autres régions dans le monde, nous avons longtemps négligé la connaissance des eaux souterraines et de leurs richesses», rappelle **Marie Larocque**, professeure au Département des sciences de la Terre et de l'atmosphère.

Cette hydrogéologue s'intéresse aux modes de circulation de l'eau souterraine et à ses interactions avec les eaux de surface, les milieux humides et l'environnement en général. Elle étudie les processus d'infiltration et d'évaporation de l'eau, les conditions atmosphériques, l'occupation du territoire, les sources de contaminations.

L'eau souterraine est essentielle à l'équilibre des écosystèmes aquatiques. «Comme les eaux souterraines sont un maillon du cycle de l'eau, leur écoulement alimente de façon constante le niveau d'eau des rivières, des lacs et des zones humides, particulièrement lors de sécheresses, explique Marie Larocque. Les poissons et autres espèces dépendent des eaux souterraines pour le maintien de leur habitat et de la qualité de l'eau. Les réserves d'eau souterraine servent aussi à irriguer les cultures, à abreuver le bétail et à alimenter plusieurs industries, en plus de fournir en eau potable la plupart des municipalités du Québec, à l'exception des grands centres.»

Caractériser les formations géologiques

Vers le milieu des années 90, la Commission géologique du Canada a lancé les premiers projets exploratoires visant à caractériser les eaux souterraines dans certaines régions du Québec. Prenant la relève, le ministère québécois du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (MDDEFP) a investi, en 2008, 7,5 millions de dollars dans le cadre du Programme d'acquisition de connaissances sur les eaux souterraines et demandé aux universités de lui soumettre des projets.



Marie Larocque

Photo: Nathalie St-Pierre

Dans la foulée de cette initiative gouvernementale, une équipe de chercheurs dirigée par Marie Larocque a reçu, en 2009, plus de 680 000 dollars du ministère pour réaliser la cartographie hydrogéologique du territoire couvrant la partie basse du bassin versant de la rivière Bécancour et les bassins versants de plusieurs autres rivières. En juin dernier, la professeure obtenait une autre subvention de près d'un million de dollars pour un projet similaire touchant la zone Nicolet de gestion intégrée des ressources en eau et la partie basse de la zone Saint-François du Centre-du-Québec. Les deux projets ont reçu l'appui de nombreux partenaires : conférences régionales des élus, municipalités régionales de comté, organismes régionaux de protection de l'environnement et de gouvernance de l'eau.

Les travaux consistent essentiellement à caractériser les aquifères, soit les formations géologiques constituées de roches, de sable et d'argile qui contiennent les eaux souterraines. «Si nous voulons préserver cette eau, il faut en connaître la quantité disponible, déterminer sa qualité, comprendre comment elle circule et évaluer sa vulnérabilité aux facteurs de stress environnementaux, observe Marie Larocque. En mars prochain, la moitié du territoire québécois, à l'exception du grand Nord, aura été couverte par les études, puis les trois-quarts en 2015.»

Des eaux exposées aux contaminants

Jusqu'à maintenant, les résultats des recherches montrent que les eaux souterraines sont plutôt de bonne qualité, dit la chercheuse. «On sait toutefois qu'elles sont exposées à diverses sources de contamination, notamment les cyanobactéries («algues bleues»), dont la prolifération est favorisée par l'épandage de fertilisants agricoles et de pesticides, le faible taux de précipitation et les températures élevées.»

L'exploitation des gaz de schiste pourrait-elle affecter les eaux souterraines, comme se demandent plusieurs groupes de citoyens. «Théoriquement, oui, répond Marie Larocque. Mais, on ne connaît pas encore précisément le chemin par lequel les fluides d'hydrofracturation pourraient remonter et affecter les aquifères qui se trouvent à une centaine de mètres environ sous la surface.»

Co-directrice du Réseau québécois sur les eaux souterraines (RQES) – un regroupement d'experts et de chercheurs de plusieurs universités québécoises, dont l'UQAM, qui cherche à faciliter le transfert des connaissances –, la professeure croit que les données recueillies par les différentes équipes de recherche permettront à long terme de créer une base de données globale pour tout le territoire du Québec. «Le ministère de l'Environnement vise à créer un portail de l'eau qui rendra l'ensemble des données accessibles à tous les intervenants : responsables locaux, industriels, agriculteurs et simples citoyens.»